

**Assemblée générale de l'Association bernoise des communes et corporations bourgeoises (ABCB)
Le 9 mai 2015 au Kultur-Casino Berne**

Développements et défis actuels de notre pays

Exposé du Conseiller aux Etats Werner Luginbühl

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui, à l'occasion de votre AG, et vous remercie de m'y avoir invité.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois car j'ai déjà eu le plaisir de prendre la parole à l'AG de l'ABCB. Je pensais que c'était il y a 8 ou 9 ans. Votre Présidente m'a appris qu'en réalité, c'était le 9 juin 1999, donc il y a près de 16 ans à peu de chose près. Comme le temps file!

Je suis Bourgeois de Krattigen, localité située sur les rives du lac de Thoue, et mon frère est Président de la Bourgeoisie. Mon père l'a été avant lui. Les communes bourgeoises sont donc profondément ancrées dans notre famille. En tant que directeur de commune de 1998 à 2008, j'ai sans cesse eu affaire aux communes bourgeoises. Je connais donc parfaitement leur apport.

Vous, Mesdames et Messieurs, en tant que représentants des communes bourgeoises, vous vous engagez pour le bien-être de la collectivité. C'est ce qu'ont toujours fait les communes bourgeoises, même à l'époque où cette mission n'était pas encore inscrite dans la constitution bernoise.

Malgré cet engagement altruiste, dans l'histoire des communes bourgeoises, nombreuses furent les tentatives de les supprimer. Heureusement, les majorités ont toujours été suffisamment éclairées pour ne pas le faire. Vous vous engagez pour le bien commun et remplissez des tâches importantes dans le domaine social et sociétal. Et c'est tout sauf une évidence à notre époque.

De moins en moins de citoyens ont envie de se mettre au service de la collectivité. Par votre engagement au sein de la commune bourgeoise, vous démontrez tout le contraire. Vous vous engagez dans l'ombre – le plus souvent à titre gratuit – sans chercher honneurs ni récompenses. Ce travail mérite la plus haute considération et je tiens, pour ma part, à vous en remercier du fond du cœur.

Je salue tout particulièrement les représentantes et les représentants des communes et des corporations bourgeoises du Jura bernois. Le canton de Berne fait le lien entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. Il joue, à ce titre, un rôle important. Je le

constate régulièrement dans mon travail au niveau fédéral. Souvent, j'ai l'impression que les communes bourgeoises jouent un rôle comparable entre l'Etat et la population.

Mesdames et Messieurs,

En règle générale, c'est un Conseiller d'Etat qui s'adresse à vous lors de vos assemblées générales. Ces dernières années, le sujet des structures et de l'organisation du canton a été fréquemment abordé. C'était d'ailleurs le cas lors de mon allocution de l'année 1999.

Aujourd'hui, une fois n'est pas coutume, c'est un Conseiller aux Etats qui se présente devant vous. Comme j'essaie de me tenir au principe de ne pas engager mes successeurs (ce qui, je l'avoue, n'est pas toujours simple), j'ai pris le parti de ne pas aborder un thème cantonal.

Je n'évoquerai pas non plus la Stratégie énergétique 2050 ou la réforme Prévoyance vieillesse 2020. En revanche, je vous confierai quelques réflexions personnelles sur les développements et défis actuels de notre pays.

Durant des décennies, la démocratie directe, Mesdames et Messieurs, a conféré à la Suisse une grande stabilité, lui a valu une gestion éclairée de ses finances et a permis aux citoyens de ce pays d'être hautement satisfaits de leurs institutions, plus que partout ailleurs.

Ces facteurs ont grandement contribué à transformer la Suisse, pays pauvre au départ, en un des pays les plus riches au monde, aujourd'hui au sommet de la quasi-totalité des classements internationaux.

Cela dit, il y a plus de 100 ans, la société Kodak était, elle aussi, un modèle de réussite, l'entreprise ayant employé par moments plus de 60 000 collaborateurs. Aujourd'hui, il ne reste qu'environ 10% de cet effectif, Kodak étant passée à côté de grands développements techniques.

Où je veux en venir? A ce qui pourrait passer pour une lapalissade, à savoir que le succès d'hier n'est pas une garantie de succès futur. Chaque modèle – y compris les modèles à succès – doit s'adapter aux défis actuels et futurs s'il veut assurer sa pérennité.

1. De veilleur de nuit à prestataire global

Pour nos grands-parents et même encore pour nos parents, il aurait été inimaginable de s'adresser à l'Etat s'ils ne parvenaient plus à s'en sortir eux-mêmes. Pour les citoyens modernes que nous sommes, c'est devenu la chose la plus naturelle qui soit.

Les attentes à l'égard de l'Etat ont augmenté de manière exponentielle au cours des dernières années.

2. De la société du mérite à la société de consommation

Nos aïeux ont fait de la Suisse, encore miséreuse au 19^e siècle, l'un des pays les plus riches de la planète.

Avec une bonne dose de chance et d'habileté, nous avons pu échapper aux catastrophes économiques et militaires. Les gens qui ont œuvré à la prospérité d'un pays savent à quoi ils la doivent, ceux qui sont nés dans la prospérité, beaucoup moins.

Nous nous sommes habitués à cette prospérité et gérons nos vies selon nos besoins individuels. Nous n'avons plus la même envie d'expérimenter, de prendre des risques, mais bien davantage peur de perdre ce que nous avons.

Dans ce contexte, il est également intéressant de voir ce que pense la jeune génération. Sur la base d'enquêtes, le CS publie chaque année un **Baromètre de la jeunesse** et compare celui-ci aux résultats d'enquêtes réalisées dans d'autres pays. Voici deux ou trois résultats de l'enquête 2014:

- pour la première fois, seule une minorité de personnes interrogées pense qu'il faut s'estimer heureux d'avoir un emploi;
- les jeunes cherchent à se réaliser à travers leur métier – l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée est plus important que la carrière;
- s'ils recevaient 10 000 francs, la grande majorité des jeunes partiraient en vacances (les jeunes d'autres pays ont des besoins un peu plus existentiels).

Conclusion de l'enquête: aujourd'hui, la jeunesse suisse affiche une faible orientation économique / la prospérité est une telle évidence qu'elle n'est plus considérée comme souhaitable / la jeunesse est privilégiée, pour ne pas dire gâtée».

On pourrait pointer les jeunes du doigt, bien sûr, mais ce serait oublier un peu vite que ces jeunes ont grandi sous la supervision de notre génération.

Je vous laisse en tout cas apprécier si une telle attitude est ou non une bonne chose pour le futur, dans un contexte de concurrence internationale de plus en plus acharnée.

3. Le fédéralisme est vidé de sa substance

Dans le fédéralisme, le principe de subsidiarité doit faire en sorte que l'action des pouvoirs publics soit déléguée au niveau le plus bas possible. Les décisions doivent être prises dans une proximité maximale avec le citoyen. Cela a parfaitement fonctionné pendant de longues années. Le fédéralisme suisse peut être qualifié de modèle à succès.

Aujourd'hui, tout se passe de plus en plus à l'échelon fédéral, à l'échelon central donc. Le fédéralisme est de ce fait vidé de sa substance.

Et il y a une raison à cela: si des réformes et des fusions ont été lancées à l'échelon communal, la chance de voir des réformes aboutir à l'échelon cantonal est quasi nulle. Pourquoi? Parce qu'une nette majorité de cantons a intérêt à jouer la carte du statu quo.

4. Une rage régulatrice sans limites

Nous vivons une époque de rage régulatrice.

A ses débuts, notre Etat avait pour but de garantir la sécurité des personnes et des biens. Aujourd'hui, il essaie aussi de plus en plus de protéger les citoyens de leurs propres errements.

Ungebremste Regulierungswut



Ungebremste Regulierungswut



Chaque semaine, l'Etat se découvre de nouveaux domaines où il pense devoir agir. Ainsi, les piétons devraient avoir l'obligation de porter des gilets de sécurité et il serait question de mettre à l'amende les gens qui traversent les passages pour piétons en pianotant sur leur téléphone mobile.

Il existe – et ce n'est pas une plaisanterie – une initiative qui souhaiterait ancrer les règles des **cours d'éducation sexuelle** dans la Constitution fédérale. Par ailleurs, 76% des Suisses semblent être en faveur d'une interdiction des aliments nocifs pour la santé, si l'on en croit une étude. Et ce ne sont là que quelques exemples.

A quoi doit-on ce phénomène?

Dans notre mentalité «casco complète», nous avons le besoin d'améliorer sans cesse la sécurité. Et au moindre incident, des voix s'élèvent pour réclamer une nouvelle loi pour qu'il ne se reproduise plus.

Où cela nous mène-t-il?

A de plus en plus de restrictions. A une délégation de plus en plus importante de notre responsabilité à l'Etat et, partant, à une perte de responsabilité individuelle.

La faute à qui?

A nous tous dans une certaine mesure. Lors des élections, on prône volontiers une réduction du nombre de règles. Mais même les politiciens bourgeois ne parviennent pas réellement à mettre cela concrètement en œuvre. Les hommes et femmes politiques qui ont encore une notion même élémentaire du mot «libéral» doivent livrer un combat quotidien contre la rage régulatrice (à chaque session, nous rejetons 30 à 40 nouvelles initiatives).

Mais les médias jouent eux aussi un rôle important. Ils crient très vite au scandale et en appellent alors forcément à l'État pour qu'il intervienne.

De nombreux citoyens ont également tendance à participer à l'hystérie collective. Ceux-là même qui se plaignent de la mise sous tutelle étatique contribuent bien souvent eux-mêmes au phénomène.

Lors d'un exposé présenté au mois d'août au Casino, le philosophe Ludwig Hasler a dit ceci: *tout est fait de manière idiote et nous nous étonnons ensuite qu'il y ait autant d'idiots.*

On oublie souvent que certaines choses échappent à tout contrôle et que certains risques ne peuvent pas être exclus.

Notre problème, Mesdames et Messieurs, c'est que la liberté nous fait souvent un peu peur. Pas la nôtre mais celle des autres. La construction des maisons en est un bon exemple. Quand on construit soi-même, on aimerait qu'il y ait un minimum de règles. Mais si c'est le voisin qui construit, on les voudrait les plus strictes possibles. Là encore, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre.

Dans la politique et la société, il faut se demander de façon beaucoup plus critique si une nouvelle règle qui paraît avoir du sens à première vue est réellement nécessaire ou si le problème ne peut pas être simplement résolu par la responsabilité individuelle.

Personne ne peut arrêter les développements sociaux. Pourtant, si nous régulons avec discernement, en nous basant sur ces vieilles vertus suisses que sont la **raison** et le **bon sens**, nous aurons un grand avantage face à la concurrence internationale. En matière de régulation, notre objectif doit être non pas d'être à la pointe mais de nous **aligner** sur les autres.

5. Scandalisation / exploitation de l'indignation / boulevardisation

La rage régulatrice est attisée par le flot incessant d'informations, la scandalisation, l'exploitation de l'indignation et l'alarmisme à outrance.

Les médias se livrent une lutte acharnée pour capter notre attention et nous rapportent chaque jour une foule de faits extraordinaires et de menaces. Nous sommes aujourd'hui submergés de mauvaises nouvelles (généralement en tout cas) venues du monde entier.

Beaucoup de gens ont donc l'impression de vivre dans un monde hors de contrôle, où tout n'est que catastrophes, guerres et crimes. Bref, nous serions au bord du

gouffre. Un rapide rappel de l'histoire de l'humanité suffirait à démontrer le contraire. Les problèmes ne sont pas cent fois plus nombreux aujourd'hui, nous recevons simplement cent fois plus d'informations les concernant.

6. Mondialisation / internationalisation

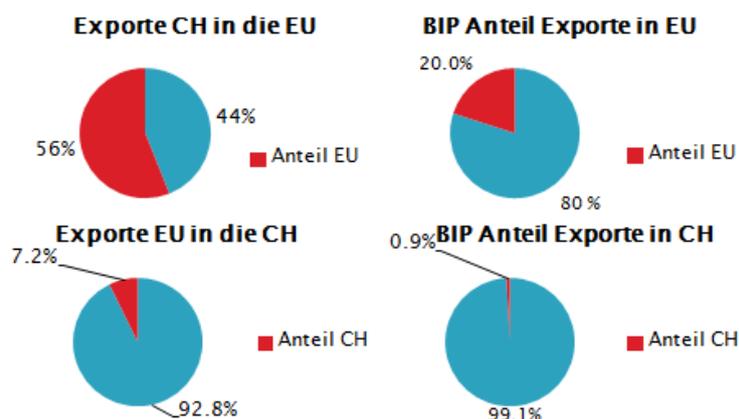
La mondialisation est une réalité et les interconnexions internationales vont croissant. Cela a pour effet de restreindre notre liberté d'action politique. Et nous, les Suisses, avons plus de peine que quiconque à l'accepter.

Tout est devenu plus complexe et inextricable et cela pousse un grand nombre de gens à se refermer sur eux-mêmes pour garder une vision cohérente des choses.

Aujourd'hui, la Suisse figure parmi les nations les plus compétitives au monde. Nos hautes écoles et universités font partie du gratin international. Et cela, nous le devons au fait que nous avons toujours misé sur une société et une économie ouvertes.

Avant le vote populaire de février 2014, les auteurs de l'initiative estimaient que les accords bilatéraux pouvaient être maintenus sans problème même en cas d'approbation du texte. Aujourd'hui, nous nous rendons de plus en plus compte que ce n'est pas le cas, à telle enseigne que certains tentent de minimiser l'importance des accords bilatéraux.

Exporte Schweiz - EU / EU - Schweiz



Je ne suis pas de cet avis. Au cours des dernières années, les accords bilatéraux ont été un garant essentiel de la croissance et de la prospérité de la Suisse et ce serait faire preuve de négligence de mettre en jeu, de manière irréfléchie, cet ensemble d'accords très important conclus avec notre principal partenaire commercial – et de loin.

Il est tout simplement ridicule, à la vue des chiffres réels, de prétendre que l'UE a davantage besoin des accords bilatéraux que la Suisse.

Beaucoup de gens pensent que l'isolationnisme permet de préserver la prospérité et les privilèges. Mais c'est en réalité tout le contraire: nous isoler aurait pour effet de nous appauvrir. J'espère simplement que la majorité des Suisses se rangeront à cette vision de choses avant d'en faire l'amère expérience.

De manière tout à fait générale, il serait bon d'avoir une analyse un peu plus factuelle et posée de la question européenne. Il est essentiel en effet que nous sauvions les accords bilatéraux **tout en** contrôlant l'immigration.

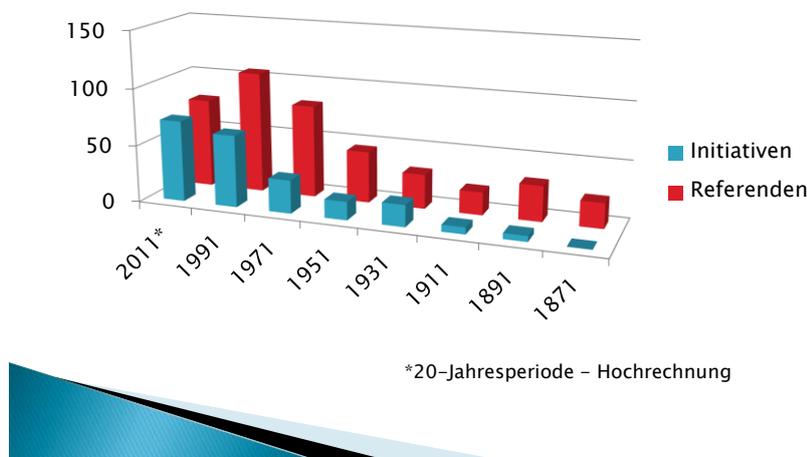
Dans le cadre de l'IIM, beaucoup de gens ont aussi exprimé une certaine lassitude de la croissance.

Et là, je suis assez sceptique. Il se trouve certainement des gens qui sont prêts à accepter des restrictions concrètes. Chez beaucoup d'autres, je perçois certes une certaine lassitude de la croissance mais pour autant, je ne les crois pas le moins du monde disposés à assumer aussi les conséquences d'une croissance zéro, voire d'une décroissance, à savoir une baisse des salaires et, partant, moins de prospérité.

La NZZ a parlé d'un «état d'esprit conservateur nourri par une certaine lassitude de la prospérité et des réformes». Nous devons être conscients de la chance que nous avons d'être aussi prospères et de la rapidité avec laquelle tout cela peut changer.

7. Les droits populaires sont vidés de leur substance

Initiativen und Referenden



Aujourd'hui, les droits populaires – le droit d'initiative surtout – sont poussés dans leurs derniers retranchements. Nous assistons à une explosion du nombre

d'initiatives. Cela mène notre système à la limite de ses possibilités et crée un sentiment de saturation chez bon nombre d'électeurs.

Notre stabilité est ainsi également mise en péril et la stabilité a toujours été l'une des principales qualités de notre pays par le passé. Dans ce domaine, certaines corrections sont nécessaires, j'en suis convaincu, même si cela va créer un tollé général.

8. La confiance dans l'économie est écornée

Si nous voulons que la démocratie directe fonctionne, il faut garantir une certaine harmonie entre le peuple, l'économie et la politique.

La population doit avoir l'impression qu'elle profite également d'une économie florissante et que le monde politique pense à l'intérêt général. Le monde économique, de son côté, doit voir que le monde politique crée des conditions cadres raisonnables. C'est cette harmonie, cette confiance qui a été mise à mal ces dernières années.

Ce «brouillage» est dû à la crise financière de 2008 et, dans une moindre mesure, aux rémunérations excessives.

Dans un pays à démocratie directe, une interaction judicieuse entre l'économie et la politique et un ancrage émotionnel et local de l'économie sont plus importants que partout ailleurs. Dans une démocratie directe, on attend davantage des leaders économiques en termes d'exemplarité, d'éthique et de morale que dans tout autre système.

Pourquoi cela? Dans d'autres pays, les citoyens s'émeuvent également du niveau trop élevé de certaines rémunérations mais ils n'ont pas d'autre choix que faire le poing dans la poche. La situation est différente chez nous. Dans notre système, le peuple peut aussi agir politiquement dans le domaine économique, comme lors de l'initiative contre les rémunérations abusives.

Dans l'intérêt de tous, nous devons parvenir à rétablir la nécessaire harmonie entre l'économie, la société et la politique. Cela suppose entre autres un plus grand engagement des leaders économiques dans le domaine social et politique.

9. Le monde politique doit aussi investir dans la confiance

Cela étant, les hommes et femmes politiques doivent être conscients du fait qu'ils sont eux aussi soumis à de plus hautes exigences en termes de crédibilité et de sérieux dans un système de démocratie directe. Dans ce domaine aussi, il y a du pain sur la planche!

10. Enfin, les citoyens ont eux aussi des obligations

La démocratie directe implique d'importantes exigences, y compris à votre égard. Elle suppose notamment que chacun assume sa part de responsabilité et consacre un minimum de temps à l'exercice de ses droits politiques.

11. Conclusion

Mesdames et Messieurs, la Suisse a toujours d'excellentes cartes. Nous sommes plus prospères que toutes les générations qui nous ont précédés. Et il n'y a que deux ou trois pays au monde où, en moyenne, les gens vivent mieux qu'en Suisse.

Une certaine lassitude de la prospérité, la dilution de la responsabilité individuelle, le manque d'engagement social, l'absence de volonté réelle de lancer des réformes politiques et les tendances isolationnistes sont néanmoins pour moi autant de signaux d'alerte à prendre au sérieux.

Car une chose est sûre: pour arriver au sommet, il faut être meilleur que la concurrence. Mais il faut être meilleur que les autres pour y rester.

Je vous remercie de votre attention!